

Au Burundi, des manifestations dégénèrent dans la capitale

Le Monde, 21.05.2015 Au moins deux personnes ont été tuées et huit autres blessées, jeudi 21 mai, à Bujumbura, lors de manifestations contre la candidature à un troisième mandat du président burundais, Pierre Nkurunziza. La Croix-Rouge, qui n'a pas pu atteindre certains quartiers de la capitale, craint un bilan plus élevé. C'est notamment le cas de Musaga, un des bastions de la contestation, qui a été le théâtre de tirs très intenses, alors que des protestataires tentaient de se regrouper dans les ruelles et jetaient des pierres sur les forces de l'ordre.

À Ngagara, dans le nord de la ville, un groupe d'une centaine de personnes s'est réuni près de l'Assemblée nationale où se tenait une session extraordinaire pour la prestation de serment de trois nouveaux ministres. Les policiers, déployés en nombre autour du bâtiment, ont ouvert le feu. Opérations dites de « restauration de l'ordre » Dans le centre-ville, des dizaines de femmes sont parvenues brièvement à se regrouper sur la très symbolique place de l'Indépendance. Arrivées discrètement, elles ont été dispersées manu militari par une intervention en force de la police. « C'est notre droit de manifester notre opposition à un troisième mandat de Nkurunziza, et nous allons continuer à le crier haut et fort, malgré cette police au service du pouvoir », a lancé l'une d'elles. Les opérations policières, dites « restauration de l'ordre », en cours dans la zone de Musaga depuis mercredi, se sont étendues au quartier voisin de Kanyosha. Jeudi après-midi, des tirs nourris pouvaient y être entendus. Plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées depuis la fin du mois d'avril, à l'époque des premières manifestations contre une candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat à l'élection présidentielle du 26 juin. Ce mouvement, qui touche essentiellement la capitale, a sûrement primé. Après l'annonce d'un report d'une semaine des élections législatives, le président Nkurunziza a brandi, mercredi soir, dans un discours à la télévision, le spectre de la guerre civile. « Aucun Burundais ne veut revivre les tensions de la division ethnique ou de tout autre nature », a-t-il déclaré, faisant allusion au conflit entre Hutus et Tutsis qui a fait 300 000 morts entre 1993 et 2005. Et de faire valoir qu'il pouvait se présenter une nouvelle fois à la présidence, conformément à la Constitution, ayant été élu pour son premier mandat par le Parlement et non au suffrage universel direct.